

ASSOCIATION RIVE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION RIVE

Siege social : 21, rue Malartic - 97400 SAINT-DENIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Adhérents,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **RIVE**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

.../...

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION APPELÉS À STATUER SUR LES COMPTES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au président d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

.../...

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par le conseil d'administration de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

À Saint-Denis, le 10 avril 2024

Le Commissaire aux comptes :



EXA
SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
Franck LOUSSOUARN

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	9 035	8 390	646	1 242
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	216 942	135 609	81 333	83 974
Immobilisations financières				
<i>Prêts</i>	3 530		3 530	5 810
<i>Autres immobilisations financières</i>	7 831		7 831	7 156
Total I	237 338	143 999	93 340	98 182
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	38 696		38 696	88 769
<i>Autres créances</i>	218 280	160 076	58 204	1 646
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	200 000		200 000	
<i>Disponibilités</i>	1 240 699		1 240 699	1 362 617
<i>Charges constatés d'avance</i>	7 720		7 720	9 454
Total II	1 705 396	160 076	1 545 320	1 462 487
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 942 734	304 075	1 638 659	1 560 669
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>	287 763	287 763
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>	188 766	188 766
Réserves		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	666 688	583 022
Report à nouveau	10 201	607
<i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales</i>	-10 319	-6 273
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales	23 605	9 594
Excédent ou Déficit des autres activités sociales et médico-sociales	41 978	
Excédent ou Déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-7 111	79 620
Situation nette (sous-total)	1 201 569	1 143 098
Provisions réglementées	78 118	78 118
Total I	1 279 686	1 221 215
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	196 157	198 885
Total II	196 157	198 885
PROVISIONS		
DETTES		
Emprunts et dettes financières diverses	1 350	1 230
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50 945	36 315
Dettes fiscales et sociales	108 385	102 436
Autres dettes	1 620	14
Produits constatés d'avance	515	575
Total IV	162 816	140 569
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 638 659	1 560 669
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	162 816	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 575	1 530
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	28 954	28 955
<i>Dont ventes de prestations de services relatives aux act. sociales et médico-social</i>	11 256	9 712
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	1 423 798	1 270 353
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	10 933	22 221
<i>Dont Dons manuels</i>	10 933	22 221
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	9 742	1 517
Utilisation des fonds dédiés	136 129	46 161
Autres produits	3 244	335
Total I	1 614 375	1 367 312
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	260 657	185 451
Impôts, taxes et versements assimilés	19 708	12 135
Salaires et traitements	612 371	520 633
Charges sociales	218 419	186 322
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	29 013	25 788
Reports en fonds dédiés	133 402	61 034
Autres charges	292 520	289 366
Total II	1 566 089	1 280 728
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	48 286	86 584
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	4 928	3 236
Total III	4 928	3 236
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	4 928	3 236

Comptes annuels au 31/12/2023
du commissaire aux comptes

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	53 214	89 820
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 638	
Sur opérations en capital	4 500	
Total V	6 138	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	307	
Total VI	307	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	5 831	
Impôts sur les bénéfices (VIII)	574	606
Total des produits (I+III+V)	1 625 441	1 370 548
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 566 970	1 281 334
EXCEDENT OU DEFICIT	58 471	89 214
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-7 111</i>	<i>79 620</i>

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Contributions volontaires

Contributions volontaires

Les heures de bénévolat s'élèvent à 469 heures sur l'exercice 2023.

Le bénévolat a donc été valorisé au taux moyen du SMIC sur l'exercice 2023 calculé à 11,44 €uros brut de l'heure.

Le total des contributions volontaires ayant pour origine la valorisation du bénévolat s'élève à 468 h x 11,44 € soit 5 353, 92 Euros.

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		2 406
Prestations en nature		
Bénévolat	5 354	
Total	5 354	2 406
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		2 406
Prestations en nature		
Personnel bénévole	5 354	
Total	5 354	2 406

Annexe

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : RIVE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 1 638 659 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 58 471 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION RIVE (ANC 2018-06 - ART 431-2) :

RIVE (Réunion Immunodéprimés Vivre et Écouter) est créée en février 1994, sous l'égide d'Adrien, un patient originaire de Cilaos, entouré par d'autres personnes séropositives et de quelques soignants.

À l'époque, les personnes vivant avec le VIH sont souvent rejetées par leur entourage et beaucoup d'entre elles meurent seules à l'hôpital. Interpellés par leur solitude et leur désarroi, les fondateurs de RIVE souhaitent créer une entraide et favoriser la solidarité à travers l'écoute, le partage et le soutien.

Très tôt, des patients décident de témoigner ouvertement de leur infection.

Avec l'arrivée des trithérapies en 1996, le VIH/SIDA, jadis infection mortelle, se transforme en pathologie chronique redonnant de l'espoir à toute une génération de malades.

RIVE crée de nouveaux axes d'interventions visant à accompagner les patients non pas à la mort, mais à la vie. Il s'agit notamment de la réinsertion sociale et professionnelle, correspondant à de nouveaux besoins des usagers.

Dès 1996, RIVE accueille des patients franco-malgaches et franco-mauriciens qui, faute d'accès aux traitements antirétroviraux dans leur pays respectif, sont condamnés à mourir.

Très vite, l'association, en partenariat avec le service d'immunologie du CHD de Bellepierre, décide de se battre pour l'ensemble des personnes porteuses du virus des îles de l'océan Indien.

Les années suivantes, de nombreuses actions d'accueil de patients et de formation en direction du personnel de santé de la zone sont mises en place.

Souvent, l'amélioration du pronostic lié à l'infection à VIH fait passer cette dernière au second plan, derrière d'autres pathologies associées tels l'usage de drogues, les conduites addictives, les hépatites virales et les IST (Infections Sexuellement Transmissibles).

RIVE ajoute donc dans ses statuts la lutte contre les hépatites et particulièrement le VHC (virus de l'hépatite C), la lutte contre les IST, la prévention des grossesses non désirées et de façon générale l'information sur l'ensemble des thématiques liées au domaine de la santé sexuelle.

L'association met en place de nombreuses actions de prévention et porte le projet de mettre en oeuvre deux à trois campagnes de communication locales grand public à partir de 2003, en travaillant en inter associativité avec les autres associations de lutte contre le sida.

Règles et méthodes comptables

Suite à l'engagement de plus en plus important de RIVE en matière de coopération régionale l'association RIVE Océan Indien est créée en 2003.

Depuis, RIVE s'occupe uniquement des personnes réunionnaises alors que RIVE Océan Indien est dédiée à la coopération régionale en direction des autres îles : les Comores, Mayotte, Madagascar, Maurice, Rodrigues, Seychelles.

En 2010, le dispositif RIVE ACT (Appartements de Coordination Thérapeutique) voit le jour. RIVE ACT dispose alors d'un parc locatif de 13 appartements pour accueillir des personnes séropositives ou des personnes insuffisantes rénales hémodialysées nécessitant un suivi médical très rapproché.

Avec ce dispositif, RIVE continue donc son ouverture vers la lutte et la prise en charge d'autres pathologies que le VIH/SIDA.

Le dispositif évolue pour proposer 17 places en 2016 et s'ouvrir au public atteint d'affections chroniques.

RIVE dispose également de 14 places en logement temporaire dans le cadre de l'insertion par le logement.

En RIVE ne dispose plus de fonds dédiés à la communication grand public et axe son action sur la prévention de proximité et la promotion de la santé sexuelle et du dépistage.

De nouveaux professionnels intègrent alors l'équipe pour mener à bien les actions :

- d'éducation à la vie affective et à la sexualité auprès des jeunes,

- de réduction des risques auprès des populations les plus vulnérables.

La promotion de la santé sexuelle s'effectue également auprès de la population générale au travers de la mise en place de stand lors de manifestations locales ou encore d'actions digitales sur les réseaux sociaux.

La principale volonté pour RIVE est de renforcer les capacités des individus à faire des choix de façon libre et éclairée pour leur santé.

Ainsi, dans une approche globale et positive de la sexualité, RIVE offre des opportunités d'échanger, de réfléchir, de se questionner, de découvrir et d'apprendre.

Chaque action est pensée selon les demandes et les spécificités des publics visés.

En 2014, RIVE déménage du Barachois pour s'installer à côté du jardin de l'État, rue Malartic.

Au 31 décembre 2019, l'association arrête son activité d'hébergement temporaire (ALT).

Après plusieurs extensions, l'association est désormais agréée pour 25 places en Appartements de Coordination Thérapeutique (ACT) pour un budget annuel de 1 076 k€ et pour l'année 2023, l'action "ACT Hors Les Murs" est financée en année pleine au titre d'un dispositif de 10 places supplémentaires pour un total de 155 K€.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions

Règles et méthodes comptables

du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également :

- les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03,
- les dispositions spécifiques aux établissements et services médico-sociaux prévus dans le règlement ANC n°2019-04
- l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	9 035			9 035
- Instal.générales, agencements aménagements divers	70 242	1 306		71 548
- Matériel de transport	76 687	22 921	6 070	93 538
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	50 309	1 548		51 857
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	206 273	25 775	6 070	225 978
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	12 966	675	2 280	11 361
Immobilisations financières	12 966	675	2 280	11 361
ACTIF IMMOBILISE	219 238	26 450	8 350	237 338

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		25 775	675	26 450
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		25 775	675	26 450
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		6 070	2 280	8 350
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		6 070	2 280	8 350

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	7 793	444		8 390
- Instal.générales, agencements aménagements divers	34 837	8 117		42 954
- Matériel de transport	48 611	12 366	6 070	54 907
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	29 815	7 807		37 748
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	121 056	28 734	6 070	143 999
ACTIF IMMOBILISE	121 056	28 734	6 070	143 999

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 276 058 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	3 530		3 530
Autres	7 831		7 831
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	38 696	38 696	
Autres	218 280	218 280	
Charges constatées d'avance	7 720	7 720	
Total	276 058	264 697	11 361
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Produits à recevoir	5 506
B & EF-ICAR/BANQUES	3 431
Total	8 937

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	160 771		695	160 076
Total	160 771		695	160 076
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation			695	
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	287 763				287 763
Fonds propres avec droit de reprise	188 766				188 766
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	583 022	83 665	1		666 688
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales	607	9 594			10 201
RAN des activités sociales	-6 273	-4 046			-10 319
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	9 594	-9 594	23 605		23 605
Exc.ou Déficit des activités sociales	79 620	-79 620	34 867		34 867
Situation nette	1 143 098	-1	58 472		1 201 569
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	78 118				78 118
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	1 221 215	-1	58 472		1 279 686

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 162 816 EURO et le classement détaillé par échéances s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	1 350	1 350		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50 945	50 945		
Dettes fiscales et sociales	108 385	108 385		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	1 620	1 620		
Produits constatés d'avance	515	515		
Total	162 816	162 816		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	-120			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURN.B & S-FACT.NON PARVENUES	33 518
PEL-DETTES/CONGES A PAYER	28 045
PEL-DETTES/IND.FIN CARRIERE	11 987
ORG.SX-CH/CONGES A PAYER	9 605
Autres charges a payer	3 240
ETAT-CHARGES A PAYER DIVERSES	10 849
Total	97 244

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES AVANCE	7 720		
Total	7 720		

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	515		
Total	515		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 8 153 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		1 230 851				1 230 851
Subventions d'exploitation		135 900	45 076		11 970	192 946
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						1 423 798

Transferts de charges d'exploitation et financières

	Eléments exploitation	Eléments financiers
Remboursement frais de formation	9 006	
Remboursement frais postaux	41	
TOTAL	9 047	

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice		58 471
RIVE ACT MEDICO SOCIAL	7 111	
RIVE CPOM 2021-2023 SOCIAL		41 978
Part du résultat sur gestion conventionnée	7 111	41 978
Part du résultat sur gestion libre		23 605

Notes sur le compte de résultat

Détermination de l'excédent ou du déficit effectif global

	N	N-1
Résultat comptable	58 471	89 214
Reprise du résultat antérieur (*)	16 634	9 594
Excédent ou déficit effectif global	75 105	79 620
Dont résultat effectif sous gestion propre	23 605	
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	51 499	
(*) reprend par défaut le solde des comptes 6892 diminué du solde des comptes 7892.		

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Les résultats effectifs sous gestion contrôlées pour un total de + 51 499 €uros se décomposent ainsi :

▫ Excédent administratif du service médico-social "Appartements de coordination thérapeutique" = + 9 522,33 €

(Après reprise sur réserves issues des résultats antérieurs, de dépenses de bien-être pour un total de 16 633,75 €)

▫ Excédent sur l'action "Prévention" financée par l'ARS par Conception Pluriannuelle d'objectif de moyens n°ARSD/DRGOS/2021/N*47 = 41 977,52 €

(Par courrier en date du 15 février 2023, cet excédent a fait l'objet d'une demande d'affectation en réserve afin d'utiliser ce reliquat sur l'exercice 2024 pour stabiliser l'équipe dédiée à l'action financée).

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en EURO
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	15 354
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Abandons de créances consentis envers RIVE OCEAN INDIEN assortis d'une clause de retour à meilleure fo</i>	
Autres engagements donnés	
Total	15 354

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Autres informations

Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				64 239	64 239
Cumul exercices antérieurs				48 523	48 523
Dotations de l'exercice				11 724	11 724
Amortissements				60 247	60 247
Cumul exercices antérieurs				45 793	45 793
Exercice				12 295	12 295
Redevances payées				58 088	58 088
A un an au plus				7 495	7 495
A plus d'un an et cinq ans au plus					
A plus de cinq ans					
Redevances restant à payer				7 495	7 495
A un an au plus				7 859	7 859
A plus d'un an et cinq ans au plus					
A plus de cinq ans					
Valeur résiduelle				7 859	7 859
Montant pris en charge dans l'exercice				12 295	12 295

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. ces derniers se limitent donc à l'indemnité réglementaire de départ à la retraite.

Une charge à payer a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Total des indemnités brutes constatées : 11 987 €

Total des charges patronales constatées : 3 833 €

SOIT UN TOTAL DE PROVISION POUR DEPART A LA RETRAITE CHARGEE DE : 15 820 €

Hypothèses de calcul :

- ▣ départ à la retraite à l'âge de 65 ans,
- ▣ turn over très faible,
- ▣ pas d'actualisation,
- ▣ pas d'application de coefficient de minoration (décès, démission, sexe,...)

Autres informations

Répartition :

Tranche 1 : âge > 65 ans, engagement à moins d'un an = 2 415 €

Tranche 2 : 60 < âge < 65 ans, engagement de 1 à 5 ans = 0 €

Tranche 3 : 55 < âge < 59 ans, engagement de 6 à 10 ans = 3 039 €

Tranche 4 : 45 < âge < 54 ans, engagement de 11 à 20 ans = 996 €

Tranche 5 : 34 < âge < 44 ans, engagement de 21 à 30 ans = 7 502 €

Tranche 6 : âge < 35 ans, engagement à plus de 30 ans = 1 868 €

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
MAIRIE ST DENI	2 000	129	129				
DJSCS EQUIPEM	10 000	1 006				1 006	
LOREAL 2018	15 000	184	184				
ARS MAYOTTE C	23 000	6 401	6 401				
ARS ACT SURCO	80 690	44 808	44 808		32 090	32 090	
ARS ACT/PRI RE	150 000	87 111	25 362			61 750	
ARS ACT HLM	26 760	26 760	26 760		20 565	20 565	
ARS CPOM 21-23		32 486	32 486				
CGSS AAP SANT	946				859	859	
ARS 23 FORMAT	12 795				12 795	12 795	
ARS 23 R.H.	17 740				17 740	17 740	
ARS 23 INVEST	20 000				20 000	20 000	
ARS 23 BIEN ET	29 353				29 353	29 353	
Total	388 284	198 885	136 129		133 402	196 157	

La colonne "A l'ouverture de l'exercice" comprend le montant initialement octroyé sous la forme de crédits non reconductibles ou de subventionnements à utiliser jusqu'à épuisement de l'action.

La colonne A "Reports" détaille les fons dédiés disponibles au 01/01/2023 au travers des comptes 19x.

La colonne B "Utilisations - Montant global" comprend les sommes reprises sur l'exercice 2023 au travers des comptes 789x.

La colonne C "Transferts" comprend les sommes non entièrement utilisées sur l'exercice 2023 et déplacées pour une utilisation ultérieure au travers des comptes 689x.

La colonne "A la clôture de l'exercice - Montant global" totalise les fonds dédiés disponibles au 31/12/2023 au travers des comptes 19x.

ASSOCIATION RIVE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION RIVE

Siege social : 21, rue Malartic - 97400 SAINT-DENIS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

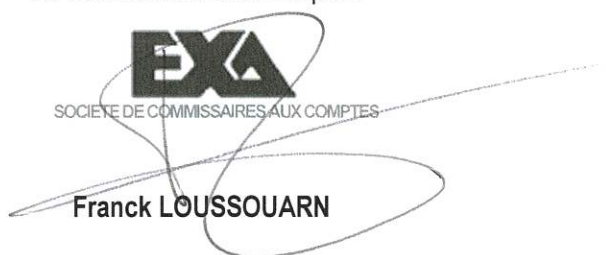
Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

À Saint-Denis, le 10 avril 2024

Le Commissaire aux Comptes :



EXA
SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
Franck LOUSSOUARN